

J'Y VOIS CLAIR

Pourquoi le plan d'action national alcool est-il resté en carafe ?

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Le fédéral et les entités fédérées ont échoué à trouver un nouveau plan d'action national alcool pour en réduire la consommation problématique, qui coûte quatre milliards à la société.

Comme c'était hélas très probable (*Le Soir* de lundi), le gouvernement fédéral et les entités fédérées ont échoué à trouver un accord pour l'adoption d'un nouveau plan d'action national alcool pour en réduire la consommation problématique, très coûteuse socialement. « *Aucun accord n'a pu être atteint sur un paquet de mesures définitif aujourd'hui* », a reconnu la ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block, promettant toutefois que « *les discussions vont se poursuivre à court terme pour aboutir à un accord.* » On peut en douter : les discussions ont lieu depuis le début de la législature, et elles portent sur des mesures recommandées par les autorités internationales depuis... au moins une dizaine d'années, jusqu'ici sans effet. La question de l'alcool a été encommissionnée il y a un an, mais la montagne vient d'accoucher d'une souris.

Qu'est-ce qui est en cause ? Des mesures comme l'interdiction de l'alcool aux plus jeunes, la vente sur les autoroutes ou dans des distributeurs automatiques. Voire l'imposition d'un prix minimum pour une dose d'alcool. Mesure qui a la vertu à la fois de dissuader certains acheteurs et de rapporter de l'argent à l'Etat. On considère en effet que l'abus d'alcool coûte trois fois plus que ce qu'il rapporte sous forme de taxes et d'accises. Ce coût sociétal est considérable : plus de quatre milliards.

Deux modèles de société. L'Open VLD, qui prend ses ordres chez les brasseurs et dans l'horeca, joue la partition de la « liberté individuelle ». Mais d'autres font davantage état de la responsabilité collective de la société sur une attitude trop permissive pour un psychotrope puissant. Le MR, qui fut plus prolix sur le sujet quand il était dans l'opposition fédérale, se tait obstinément. L'opposition francophone tire à boulets ramés contre le pouvoir fédéral qui ne fait rien. Dans nos colonnes, la ministre bruxelloise Jodogne disait lundi

qu'elle ne signerait pas un texte « très largement insuffisant ». Le ministre wallon Maxime Prévot (CDH) en a remis une couche à la sortie de la réunion : « *Les intérêts économiques à court terme ont été privilégiés aux dépens de l'intérêt général* ». Comme Bruxelles, la Wallonie « *continuera à actionner les leviers à sa disposition afin de réduire la consommation d'alcool et ses conséquences nocives, comme la détection précoce et les soins* ». Mais tout le monde sait que c'est un emplâtre sur une jambe de bois si on n'agit pas sur l'offre, surabondante en Belgique.

Le ver est dans la majorité fédérale. Ce n'est certes pas le seul sujet de mésentente au sein de la majorité, mais le CD&V a fait, ici aussi, part de son mécontentement : la députée sociale-chrétienne Nathalie Muylle, par ailleurs vice-présidente de la commission parlementaire de la santé, avait dit espérer que la ministre De Block viendrait présenter

Tout le monde sait que c'est un emplâtre sur une jambe de bois si on n'agit pas sur l'offre, surabondante en Belgique

« *un plan bien intégré. Les ministres des Communautés ont mis en œuvre un certain nombre de propositions en matière de prévention. Il faut aussi de bonnes mesures fédérales sur le plan de la vente, comme l'interdiction de vente de nuit et dans les distributeurs automatiques. Les campagnes de prévention ne suffisent pas. Nous pouvons certes miser sur la détection précoce et l'assistance médicale pour ceux qui abusent de l'alcool, mais nous n'irons pas loin si nous continuons à autoriser les ventes anonymes dans les stations-service, les distributeurs automatiques et les night shops* ». Simple posture pour se dédouaner d'une énième courbette face aux alcooliers ou vraie pierre d'achoppement dans la solidarité fédérale ? Seul l'avenir le dira.